



Handicapée par les impayés de l'État et par son parc vieillissant, la société spécialisée dans la collecte de déchets a connu une année délicate. Mais l'obtention d'un financement va lui permettre de renouveler sa flotte.

Michel Ngapanoun a le sourire en cette matinée du 19 octobre. Dans la salle des délibérations de la Communauté urbaine de Yaoundé, le président-directeur général d'Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam) vient enfin de parapher la convention de prêt pour l'acquisition de 211 camions et de 17 engins lourds. 24,5 milliards de F CFA (environ 37 millions d'euros) sur sept ans, à 8 %.

La Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (Bicec – groupe BPCE) apporte 11,5 milliards de F CFA, la Société générale du Cameroun (SGC), 7 milliards de F CFA, et Ecobank Cameroun, le reliquat, soit 6 milliards de F CFA. La flotte ainsi acquise permettra à Hysacam de créer 500 emplois au cours des cinq prochaines années. Ce sera surtout pour le patron l'occasion d'étendre ses services de ramassage d'ordures, en passant de 15 à 16 millions de bénéficiaires dans les 17 villes que couvre son groupe.

Le Camerounais est soulagé, car la livraison des camions s'achèvera au plus tard en mars 2018. Au départ, il l'avait espérée pour la fin de 2016, afin d'assurer le renouvellement d'un parc en fin de vie, épuisé prématurément par le mauvais état de la voirie camerounaise. Les

négociations avec Proparco, qui apporte une caution solidaire de 11,025 milliards de F CFA pour garantir 45 % du prêt, ont été plus longues que prévu.

Des perturbations pour les habitants de Douala et de Yaoundé

Avant d'obtenir l'aval de son partenaire français, l'homme d'affaires a dû répondre à toutes ses exigences en matière de due diligence. « J'ai pu tout au long de nos échanges éprouver sa persévérance. Il a une vision très précise de son secteur d'activité », indique Thomas Husson, le directeur Afrique centrale de la filiale de l'AFD consacrée au secteur privé. Hysacam a déjà pris possession de onze nouveaux camions, que le groupe a mis en service dans les villes de Bamenda et de Kumba, dont les agences ont ouvert en février et en septembre.

Résultat de cette longue attente, la collecte et le traitement des ordures connaissent, depuis un an, des perturbations en dépit d'une surexploitation des camions existants. Les habitants de Douala et de Yaoundé en pâtissent. Pour se dédouaner, le patron met aussi en avant la croissance démographique des métropoles et les embouteillages permanents qui ralentissent le transport des déchets vers les centres de traitement.

À ces difficultés s'ajoutent celles rencontrées par l'entreprise pour se faire payer par les autorités. Depuis la chute des cours du pétrole, l'État accumule les arriérés vis-à-vis de ses prestataires. « À la fin du mois d'octobre, nous avons encaissé à peine 40 % de ce que l'État, qui assure 85 % des paiements, doit nous verser en 2017, soit 10 milliards de F CFA. Les communes n'ont débloqué que 10 % de ce qu'elles nous doivent. Cela a des incidences sur la collecte, d'autant que notre fournisseur en carburant rechigne parfois à nous le livrer », explique le décideur.

Une connaissance du terrain

Plutôt que de régler ses créances, l'État a décidé d'exploiter la situation à son profit. Le 25 janvier 2017, Ferdinand Ngoh Ngoh, le secrétaire général de la présidence, a transmis à Séraphin Magloire Fouda, son homologue de la primature, les instructions du président Biya demandant l'ouverture à la concurrence du marché de la gestion des déchets dans les villes. Restée longtemps confidentielle, cette note a été divulguée à la fin du mois de septembre sans que l'on connaisse l'échéance de la libéralisation des marchés de Douala et de Yaoundé, les principales sources de revenus d'Hysacam.

En apparence, la nouvelle ne semble pas trop inquiéter Michel Ngapanoun, qui a vécu la concurrence durant les années 1990, à Douala, notamment avec la Scan de Louis Nicollin, qui bénéficiait alors de l'entregent du footballeur Roger Milla. In fine, Hysacam s'était imposé. Le patron fait en outre valoir sa connaissance du terrain. « En France, la seule collecte d'une tonne de déchets tourne autour de 50 euros (32 500 F CFA). Ici, nous facturons toute la chaîne à 17 000 F CFA en moyenne, grâce à un modèle que nous avons mis au point », conclut-il. Cette capacité à étudier son environnement fera de lui le patron qu'il est devenu.

Six mois pour faire une offre

Dès son embauche à Hysacam en octobre 1981, le jeune comptable retient l'attention de Paul

Breton, le patron de l'époque, qui le prend sous son aile. Ce fils de petits commerçants en devient le directeur financier six ans plus tard. En 1993, le groupe français Sita, détenteur de 80 % des parts, qui éprouve déjà des difficultés à se faire payer par un État alors en pleine crise économique, décide de se désengager du Cameroun, du Gabon et de Côte d'Ivoire. Des fermetures sont opérées dans ces deux derniers pays.

Source: Jeune Africaine
